

1990

# c M.52 Municipal Elderly Residents Assistance Act/Loi sur l'aide municipale aux personnes âgées

Ontario

© Queen's Printer for Ontario, 1990

Follow this and additional works at: <http://digitalcommons.osgoode.yorku.ca/rso>

---

## Bibliographic Citation

*Municipal Elderly Residents Assistance Act*, RSO 1990, c M.52 / *Loi sur l'aide municipale aux personnes âgées*, SRO 1990, c M.52

## Repository Citation

Ontario (1990) "c M.52 Municipal Elderly Residents Assistance Act/Loi sur l'aide municipale aux personnes âgées," *Ontario: Revised Statutes*: Vol. 1990: Iss. 7, Article 40.

Available at: <http://digitalcommons.osgoode.yorku.ca/rso/vol1990/iss7/40>

## CHAPTER M.52

### Municipal Elderly Residents' Assistance Act

#### Definitions

#### 1. In this Act,

"municipality" means a city, town, village and township; ("municipalité")

"owner" means a person assessed as the owner of residential real property, and includes an owner within the meaning of the *Condominium Act*; ("propriétaire")

"personal residence" means the residence ordinarily inhabited by the owner; ("résidence personnelle")

"spouse" means a person of the opposite sex,

(a) to whom the person is married, or

(b) with whom the person is living outside marriage in a conjugal relationship, if the two persons,

(i) have cohabited for at least one year,

(ii) are together the parents of a child, or

(iii) have together entered into a cohabitation agreement under section 53 of the *Family Law Act*. ("conjoint") R.S.O. 1980, c. 307, s. 1; 1986, c. 64, s. 39.

#### By-law authorizing tax credit

2.—(1) The council of a municipality may pass by-laws authorizing and directing the treasurer of the municipality to allow owners of residential real property in the municipality a uniform credit in an amount to be determined by the council of the municipality, against the real property taxes imposed by the municipality in respect of such real property, provided that,

(a) such owner or the spouse of such owner or both occupies or occupy the property in respect of which real property taxes are imposed as his, her or their personal residence;

(b) such owner or the spouse of such owner or both has or have attained the age of sixty-five years or such greater age as the by-law may provide;

## CHAPITRE M.52

### Loi sur l'aide municipale aux personnes âgées

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

#### Définitions

«conjoint» Personne du sexe opposé avec laquelle, selon le cas :

a) la personne est mariée,

b) la personne vit en union conjugale hors du mariage, si les deux personnes, selon le cas :

(i) ont cohabité au moins un an,

(ii) sont père et mère d'un même enfant,

(iii) ont conclu ensemble un accord de cohabitation en vertu de l'article 53 de la *Loi sur le droit de la famille*. («spouse»)

«municipalité» Cité, ville, village et canton. («municipality»)

«propriétaire» Personne inscrite au rôle d'évaluation foncière à titre de propriétaire d'un immeuble d'habitation, y compris un propriétaire au sens de la *Loi sur les condominiums*. («owner»)

«résidence personnelle» La résidence qu'habite habituellement le propriétaire. («personal residence») L.R.O. 1980, chap. 307, art. 1; 1986, chap. 64, art. 39.

2 (1) Le conseil d'une municipalité peut adopter des règlements municipaux ordonnant au trésorier de la municipalité d'accorder aux propriétaires d'immeubles d'habitation de la municipalité un dégrèvement d'impôt uniforme et l'autorisant à ce faire, pour le montant fixé par le conseil, sur l'impôt foncier imposé par la municipalité relativement à ces biens immeubles, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

#### Règlement municipal autorisant le dégrèvement d'impôt

a) le propriétaire et son conjoint, ou l'un d'eux, occupent le bien, sur lequel un impôt foncier est imposé, comme résidence personnelle du propriétaire et de son conjoint, ou de l'un d'eux;

b) le propriétaire et son conjoint, ou l'un d'eux, ont soit au moins soixante-cinq ans, soit au moins l'âge plus avancé que peut fixer le règlement municipal;

- (c) such owner or the spouse of such owner or both has or have been assessed as the owner of residential real property in the municipality for a period of not less than one year, or for a period of not less than such other number of years up to five as the by-law may provide, immediately preceding the date of application for the credit; and
- (d) no such credit shall be allowed to an owner in respect of more residential real property than one single family dwelling unit in any year.

Additional  
requirement  
for qualifica-  
tion

(2) A by-law passed by the council of a municipality under this Act may provide that, despite subsection (1), no owner who otherwise qualifies under subsection (1), shall receive a credit unless such owner or the spouse of such owner or both is or are receiving a monthly guaranteed income supplement under Part II of the *Old Age Security Act* (Canada).

Continuation  
of tax credit  
to surviving  
spouse

(3) A by-law passed by the council of a municipality under this Act may provide for the continuation of such tax credits to the surviving spouse of a deceased person to whom a tax credit was allowed, if such spouse otherwise qualifies for such credit except for the provisions of clause (1) (c). R.S.O. 1980, c. 307, s. 2.

- c) à la date qui précède immédiatement la demande de dégrèvement d'impôt, le propriétaire et son conjoint, ou l'un d'eux, sont inscrits au rôle d'évaluation foncière à titre de propriétaires d'un immeuble d'habitation de la municipalité au moins depuis un an ou le nombre d'années, qui n'excède pas cinq, que le règlement municipal peut prévoir;
- d) le dégrèvement d'impôt ne doit être accordé au propriétaire, pour une année, qu'à l'égard d'un seul immeuble d'habitation qui doit être un logement unifamilial.

(2) Un règlement municipal adopté par le conseil d'une municipalité en vertu de la présente loi peut prévoir, malgré le paragraphe (1), qu'un propriétaire par ailleurs admissible en vertu du paragraphe (1) ne doit pas recevoir un dégrèvement d'impôt à moins que lui et son conjoint, ou l'un d'eux, ne reçoivent un supplément de revenu mensuel garanti aux termes de la partie II de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* (Canada).

(3) Un règlement municipal adopté par le conseil d'une municipalité en vertu de la présente loi peut prévoir, en cas de décès d'une personne à qui un dégrèvement d'impôt a été accordé, le maintien du dégrèvement pour son conjoint survivant, si ce dernier est par ailleurs admissible à ce dégrèvement, n'eût été de l'alinéa (1) c). L.R.O. 1980, chap. 307, art. 2.

Conditions  
d'admissibilité  
supplémentai-  
res

Maintien du  
dégrèvement  
d'impôt pour  
le conjoint  
survivant